

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 27/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROMEYRAT SARL

Route de Ste Florine- Le Bos Sacra
43410 Lempdes-Sur-Allagnon

Références : 250220RAP-insp-Promeyrat-Lempdes
Code AIOT : 0005600883

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2025 dans l'établissement PROMEYRAT SARL implanté LA REVAUTE 43410 Lempdes-sur-Allagnon. L'inspection a été annoncée le 05/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les thématiques de cette inspection retenues lors de la préparation et annoncées à l'exploitant par courriel du 05/02/2025 étaient les suivantes:

- gestion des déchets inertes accueillis sur le site,
- suivi de la qualité des eaux souterraines.

L'exploitant a déposé un dossier de demande d'autorisation qui fait l'objet d'une demande de compléments. Cette inspection a permis de clarifier certaines demandes par des observations sur site. Ces questions ne constituent pas des points de contrôles et ces points seront traités par ailleurs, dans le cadre de l'instruction du dossier par le service de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROMEYRAT SARL
- LA REVAUTE 43410 Lempdes-sur-Allagnon
- Code AIOT : 0005600883
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Promeyrat, exploite deux sites d'extraction et de traitement :

- une carrière alluvionnaire à Lempdes-sur-Allagnon;
- l'autre de roche massive, de granites à Lorlanges.

L'exploitation du site de Lempdes-sur-Allagnon a débuté en 1995. Il s'agit de la dernière carrière alluvionnaire de Haute-Loire (alluvions anciennes basaltiques) d'une superficie actuelle totale de 22 ha 04 a 53 ca.

L'exploitant dispose d'un arrêté d'autorisation d'une durée de 15 ans, du 31 mai 2006, prolongé pour 5 ans par arrêté préfectoral du 15 novembre 2021 jusqu'au 31 mai 2026 .

Un dossier de demande d'autorisation pour renouvellement et extension de l'exploitation du site est en cours d'instruction à la date de l'inspection.

Les alluvions anciennes extraites sur ce site sont commercialisées comme granulats « roulés » ou « concassés » dans un rayon de 50 km. Ces granulats sont destinés aux travaux publics, à la fabrication des bétons et éléments préfabriqués, aux aménagements paysagers, urbains et architecturaux. Les galets sont utilisés en aménagements urbains dans la région de par leur couleur et leur rareté. La carrière de Lempdes-sur-Allagnon est à ce jour la seule carrière de Haute-Loire à proposer ces produits.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets inertes utilisés pour le remblai

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|---|--|-----------------------|
| 2 | Procédure d'acceptation préalable | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5 | Demande d'action corrective | 4 mois |
| 4 | Registre d'admission | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6 | Demande d'action corrective | 4 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Procédure d'acceptation préalable | Arrêté Préfectoral du 31/05/2006, article 6.2 | Sans objet |
| 3 | Caractère inerte des déchets réceptionnés | Arrêté Préfectoral du 31/05/2006, article 6.2 | Sans objet |
| 5 | Contrôle des eaux (plan d'eau et nappe) | Arrêté Préfectoral du 31/05/2006, article 9.5 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité majeure n'a été relevée. Cependant des demandes de compléments ont été formulées afin de renforcer la procédure d'acceptation préalable et la traçabilité des déchets inertes accueillis sur site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Procédure d'acceptation préalable

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2006, article 6.2 |
| Thèmes : Risques chroniques, Procédure d'acceptation préalable |
| Prescription contrôlée : Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement. Un contrôle visuel des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régilage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés. Le déversement direct dans l'excavation de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant. En cas d'acceptation des déchets, un accusé de réception est délivré à l'expéditeur des déchets. En cas de refus, le préfet est informé, au plus tard 48 heures après le refus, des caractéristiques du lot refusé (expéditeur, origine, nature et volume des déchets,...). |
| Constats : Les déchets, provenant majoritairement de petits chantiers locaux, sont réceptionnés directement sur site. Quelques chantiers plus importants peuvent faire l'objet de contractualisation préalable. Les clients s'assurent régulièrement par téléphone au préalable des conditions de réceptions des déchets. Les refus sur site sont donc de moins en moins fréquents. Un contrôle visuel des déchets est réalisé à la bascule puis lors du déchargement du camion et enfin lors du régilage des déchets. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Procédure d'acceptation préalable

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5 |
| Thèmes : Risques chroniques, Procédure d'acceptation préalable |
| Prescription contrôlée : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant : - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la quantité de |

déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Constats :

Le site ne dispose pas aujourd'hui de procédure d'acceptation préalable et de document d'acceptation préalable (DAP) formalisés et répondant aux prescriptions.

Les documents actuellement remplis par les clients à l'accueil du site devront être complétés.

Ce point a également été abordé dans le cadre de l'instruction du dossier de demande d'autorisation de renouvellement et d'extension du site. Une procédure renforcée est en cours de mise en œuvre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à rédiger et mettre en œuvre dans les meilleurs délais sa nouvelle procédure d'acceptation préalable. Cette procédure sera adressée à l'inspection sous 4 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Caractère inerte des déchets réceptionnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2006, article 6.2

Thèmes : Risques chroniques, Qualité des déchets inertes

Prescription contrôlée :

Le remblayage est autorisé avec des matériaux de découverte ou des stériles en provenance de la carrière et des matériaux ou déchets inertes en provenance de l'extérieur du site.

Les déchets admissibles pour le remblayage sont énumérés dans le tableau ci-après. (...)

Les apports extérieurs sont triés, dès le chantier à l'origine duquel ils sont produits. Ils sont analysés si besoin est, et caractérisés préalablement à leur venue sur le site de la carrière afin de garantir l'utilisation des seuls déchets réputés aptes au site. Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet, le producteur des déchets remet à l'exploitant de la carrière un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant. Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document précité pourra être rempli par le producteur des déchets ou son représentant lors de la livraison des déchets. En cas de présomption de contamination des déchets ou terres, et avant leur arrivée sur la carrière, le producteur des déchets effectue une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'utiliser ces déchets en remblayage du site de la carrière. Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les

| |
|---|
| <p>paramètres définis dans le tableau ci-après et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans le même tableau. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé X 30-402-2. Seuls les déchets respectant les critères définis dans ce tableau peuvent être admis. (...)</p> <p>Les déchets d'enrobés bitumineux font l'objet d'un test pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron. Les résultats de ce test seront indiqués sur le document préalable à la livraison.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les déchets inertes proviennent essentiellement de petits chantiers de terrassement locaux. L'origine du chantier est vérifiée soit, par téléphone avant réception des lots, soit à l'accueil sur site.</p> <p>L'exploitant indique par précaution refuser les enrobés.</p> <p>Il indique avoir ponctuellement été sollicité pour réceptionner des boues de production de centrale à béton et s'interroge sur l'admissibilité de ce type de déchets. Il a été rappelé à l'exploitant que conformément à l'arrêté ministériel du 12/12/2014, les déchets non pelletables ne sont pas autorisés; par ailleurs, les boues de béton ne sont pas considérées comme des déchets de démolition et donc ne font pas partie de la liste des déchets inertes admissibles listés à l'article 6.2 de son arrêté préfectoral d'autorisation.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : Registre d'admission

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6</p> |
| <p>Thèmes: Risques chroniques, Contenu du registre des déchets entrants</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ; - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ; - lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ; - la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ; - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu |

| |
|---|
| <p>géographique de production ; - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ; - la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;</p> <p>d) Concernant l'opération de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ; - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté lors de l'inspection son registre des admissions des déchets au titre de l'année 2025. Ce document indique la date de réception, l'origine (commune), la nature des déchets, le tonnage et le résultat du contrôle visuel. Ces critères sont ceux indiqués dans son arrêté préfectoral d'autorisation du 31/02/2006.</p> <p>Il a cependant été indiqué à l'exploitant que l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, prévoit l'enregistrement d'informations complémentaires concernant notamment le lieu de production ou la nature du déchet inerte accueilli, permettant de garantir une bonne traçabilité de ce type de déchets.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à compléter les données de son registre chronologique d'admission des déchets inertes. Il transmettra à l'inspection sous 4 mois un extrait du registre prouvant l'enregistrement des informations complémentaires demandées (registre du mois de juin par exemple).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 4 mois</p> |

N° 5 : Contrôle des eaux (plan d'eau et nappe)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2006, article 9.5 |
| Thèmes: Risques chroniques, Qualité des eaux |
| Prescription contrôlée : La qualité des eaux dans l'excavation sera contrôlée au moins 2 fois par an. Ce contrôle portera sur les paramètres suivants : température, pH, DCO, azote, phosphore, hydrocarbures. Les résultats de ces contrôles seront consignés sur un registre ouvert à cet effet. Afin de suivre la qualité des eaux de la nappe et ses fluctuations, des piézomètres seront implantés en amont et en aval de l'écoulement général. Leur emplacement sera déterminé par un homme de l'art. En période estivale, un prélèvement par piézomètre sera effectué suivant les règles de l'art en vue d'analyses. L'analyse portera sur les mêmes paramètres ci-dessus du suivi de la qualité des eaux dans l'excavation. La hauteur du niveau de la nappe sera relevée en juin et décembre. |
| Constats : Les bilans des mesures suivantes ont été présentés (documents fournis) lors de l'inspection: <ul style="list-style-type: none">• Prélèvements plan d'eau - 22/12/23• Analyses et niveaux piézomètres aval, amont et prélèvements plan d'eau - 02/08/23• Analyses et niveaux piézomètres aval, amont et prélèvements plan d'eau - 02/08/24• Prélèvements plan d'eau - 16/01/2025 et niveau piézomètres amont et aval Ces résultats n'appellent pas de commentaires. L'exploitant est invité à maintenir sa vigilance et à signaler tout écart ou dérive significative de l'un des paramètres suivis. |
| Type de suites proposées : Sans suite |